

ACTION DIRECTE ET ÉLECTORALISME...

La rentrée sociale est marquée notamment par la magnifique grève du Bâtiment à NANTES.

Bien entendu, alors qu'elle met en valeur la moindre des gesticulations gauchistes de la C.F.D.T., la presse (y compris l'HUMANITE) s'est tue sur la lutte des gars du Bâtiment de NANTES.

Il est vrai que non seulement la C.F.D.T. n'était pas partie prenante mais qu'elle a tout fait pour briser la grève, en opposant au mot d'ordre unitaire défini par les ouvriers du Bâtiment eux-mêmes de 0fr40 d'augmentation de l'heure, une revendication de 0fr60 à la base, et 0fr30 au "sommet", c'est-à-dire à l'ouvrier qualifié. D'autre part, la C.F.D.T. prétendait proposer comme moyen d'action, des grèves de 2 heures.

Les militants révolutionnaires qui dirigent le syndicat F.O. du Bâtiment de NANTES, ont réussi, en dépit de l'attitude pour le moins équivoque de l'appareil stalinien de la C.G.T., à entraîner cette organisation sur une position correcte.

Staliniens et C.F.D.T. n'ont finalement pas pu empêcher l'élargissement de la grève, et 3 semaines après son début dans une entreprise du Bâtiment de NANTES (Coignet), la grève non seulement n'avait pas régressé, mais s'était étendue.

Au moment où j'écris cet article, le mouvement n'est pas terminé et nous ne manquerons pas d'en tirer, plus tard, plus longuement les leçons.

Quoi qu'il en soit, sur un plan plus général, cette action des travailleurs du Bâtiment montre qu'aujourd'hui encore, les ouvriers font plus confiance à l'action directe contre le patronat et son Etat, qu'à l'électoratisme que staliniens et dans une moindre mesure, réformistes, leur proposent comme substitut à la lutte des classes.

Bien entendu, cela ne signifie pas que nous méconnaissions la nécessité de défendre envers et contre tous les libertés démocratiques sans lesquelles les ouvriers n'ont même plus la possibilité de constituer leurs organisations. C'est dire que nous ne faisons preuve d'aucun a-priorisme. Nous ne sommes atteints d'aucun prurit électoraliste ou anti-électoraliste. Nous jugeons sur pièce, et en fonction des exigences de la lutte des classes.

En tout état de cause, il est évident que, défenseur des intérêts particuliers des travailleurs, le syndicat ne saurait adhérer ou soutenir un programme de gouvernement. D'autant qu'il nous faut bien constater que par exemple le programme commun de Gouvernement du Parti Communiste et du Parti Socialiste, contient toute une série de dispositions qui s'inscrivent très directement dans la politique corporatiste que nous avons dénoncée chez De Gaulle.

Nous lisons, en effet, par exemple:

"Par voie législative ou contractuelle, les Comités d'entreprise du secteur public et nationalisé, pourront disposer de prérogatives plus étendues. Ces prérogatives concerneront notamment la politique menée par l'entreprise en ce qui concerne le personnel (conditions de travail, rémunération, formation, promotion) ainsi que la détermination, la mise en oeuvre et le contrôle des objectifs de production, d'investissement de l'entreprise dans le cadre du plan démocratique.

Lorsque les travailleurs de l'entreprise en exprimeront la volonté et lorsque la structure de l'entreprise, en indiquera la possibilité, l'intervention des travailleurs dans la gestion et la direction de l'entreprise, prendra des formes nouvelles que le Parti Socialiste inscrit dans la perspective de l'autogestion et le Parti Communiste Français dans le développement permanent de la gestion démocratique".

Ce problème n'est pas nouveau. Déjà au Congrès du Parti Socialiste de 1908, JAURES avait répondu à LAGARDELLE sur ses prétentions de "démocratiser l'entreprise en système capitaliste". Voici d'ailleurs un extrait de leur discussion.

LAGARDELLE: Je n'ai parlé que de l'organisation libre du travail par les travailleurs eux-mêmes et je n'ai pas visé la gestion administrative de l'entreprise elle-même. J'ai dit, par analogie: de même que dans l'atelier capitaliste, les ouvriers chassent l'organisation patronale, de même dans l'atelier étatique, les ouvriers chasseront la direction abusive des hiérarchies administratives, incompetentes et autoritaires.

JAURES: Si ce n'est que celà, c'est l'illusion la plus creuse, car ce n'est qu'une commandite de travail ... Je promène impartialement mon examen; si je me heurte à chaque fois à des contradictions et à des répliques, à mon grand regret je n'arriverai jamais au bout. Mais je me hâte et je dis, Lagardelle, qu'en fait ce n'est qu'une commmandite de travail. Alors, il y aura bien dans la distribution des tâches, dans la discipline secondaire, dans le détail de l'aménagement, un semblant d'économie ouvrière, mais comme les conditions générales de travail et de production sous lesquelles s'exercera cette commandite seront dictées ou par l'Etat ou par le patronat, les ouvriers ne seront pas affranchis de la discipline étatique ou de la discipline patronale. Ils seront chargés d'appliquer à leurs risques et périls et sous leur responsabilité, la discipline patronale. Eh bien, je m'étonne que Lagardelle recoure à ce procédé pour éviter ce qu'il appelle la collaboration de classe. C'est la forme la plus dangereuse de la collaboration, puisque c'est celle qui, sous une apparence d'autonomie fera peser sur le monde ouvrier toutes les responsabilités, et laissera la réalité de la puissance au monde patronal.

Les sociaux-démocrates prétendent toujours se réclamer de la pensée de Jaurès, et l'HUMANITE organe central du P.C.F, continue à être "fondée par Jaurès". Il n'empêche que les uns et les autres se situent maintenant sur des positions diamétralement opposées à celles défendues par Jaurès à la fin du XIXème siècle.

Il nous faut malheureusement reconnaître que les illusions de certains sociaux-démocrates sont encore répandues, dans nos milieux anarcho-syndicalistes. Certains, sous prétexte de proudhonisme bavardent également sur l'autogestion. Il est vrai que Proudhon a déjà été utilisé à beaucoup de "sauces". On s'est notamment servi de lui pour tenter de justifier la Charge du Travail et la politique de Vichy.

Décidément, en dehors du vocabulaire, nos ennemis n'ont guère d'imagination.

L'Anarcho-syndicalisme quant à lui s'efforcera dans la limite de ses possibilités, d'apporter aux militants des éléments de clarification.

CONSCIEMMENT OU INCONSCIEMMENT?

"L'Eglise ne laisse pas d'intervenir activement pour que l'opposition apparente entre capital et travail, entre patrons et employés se résolve en une unité supérieure, en une coopération des deux parties, indiquée par la nature, suivant les entreprises et les secteurs économiques, en groupements corporatifs".

Pie XII (repris par Paul VI en 1971)

Ils sont nombreux, dans certains milieux tout au moins, ceux qui pensent que le véritable syndicalisme de combat est aujourd'hui celui mené par la seule C.F.D.T.

On peut toutefois se demander si cette idée ne résulte pas bien souvent d'un anti-communisme sommaire ou d'une analyse subjective et superficielle des actions de cette centrale.

Par-delà ses grèves "exemplaires" largement popularisées par la presse, par-delà la surenchère verbale pratiquée par certains de ses dirigeants, par delà même l'audience qu'elle peut avoir, nous ne pensons pas

que la réalité profonde de la C.F.D.T. puisse être trouvée ailleurs que dans ses origines et dans les rapports de ses congrès ou ses écrits officiels.

Tout d'abord, en effet, la largeur d'esprit ne doit quand même pas nous faire oublier les origines des organisations qui se réclament de la classe ouvrière.

Or, s'il apparaît que la C.G.T., la C.G.T.F.O. et la F.E.N. ont pour origine la volonté des travailleurs de s'organiser en tant que classe contre la bourgeoisie, la C.F.D.T. elle, est directement issue de la confédération française des Travailleurs Chrétiens dont la base idéologique est l'association capital-travail et la perspective, à travers le refus de la lutte des classes, la volonté de collaborer avec la classe dominante ce qui, en toute logique, implique pour elle la destruction des organisations qui combattent cette collaboration.

Mais, nous dit-on, cela est le passé et depuis son congrès d'Issy-les-Moulineaux en 1964, la C.F.T.C. s'est en majorité "déconfessionnalisée" en devenant C.F.D.T. laquelle, de surcroît, "condamne le capitalisme" et est devenue depuis peu "officiellement socialiste".

Nous ne nous laissons pas, pour notre part, abuser par ce langage et, pour montrer que la C.F.D.T. n'a rejeté qu'en façade ses origines, nous avons établi un rapprochement entre quelques-unes des positions de cette organisation et les encycliques où les déclarations du Pape qui définissent la position sociale de l'Eglise.

Les *"trois piliers de la société nouvelle* (Chaban Delmas parle, lui, de *"nouvelle société") démocratique"* de la C.F.D.T. sont la propriété sociale des moyens de production, l'autogestion et la planification démocratique.

La *"propriété sociale des moyens de production"* évoque la notion chrétienne de *"bien commun"* et lorsque, dans le cadre de l'autogestion, la C.F.D.T. se propose d'indemniser les propriétaires actuels par l'attribution d'obligations ne leur donnant aucun droit de gestion, elle ne fait implicitement qu'appliquer les consignes de Pie XI dans QUAGRAGESIMO ANNO encourageant les cas où *"les ouvriers et les employés ont été appelés à participer en quelque manière à la propriété de l'entreprise, à sa gestion ou aux profits qu'elle apporte"*.

Mais, nous objectera-t-on, la C.F.D.T. ne conçoit l'autogestion et la planification démocratique que dans le cadre d'une société "socialiste".

On peut en douter à la lecture de la "résolution d'orientation" des Pays de Loire qui a recueilli 32,5% des suffrages au XXXVème Congrès:

"La planification démocratique reste à la fois la pierre angulaire et l'objectif d'une stratégie techniquement révolutionnaire ... (elle) prépare et préfigure une société autogérée",

ou encore, comme dans le numéro spécial 1275B de la revue cédétiste "Syndicalisme": *"la réussite du passage à l'autogestion suppose une mise en oeuvre progressive"*.

Enfin, et il faut insister sur ce point, la C.F.D.T. propose ni plus ni moins au syndicat que de devenir un organisme gestionnaire car il est *"l'organisation la mieux placée pour exercer un contrôle social sur l'entreprise en y représentant en quelque sorte la conscience collective"* (N° spécial 1275 B, janvier 70, de Syndicalisme)

Voilà qui rejoint ce qu'écrivait Paul VI au Cardinal Roy le 14 Mai 71:

"Les syndicats ont pour objet la représentation des diverses catégories de travailleurs, leur collaboration à l'essor économique de la société, le développement du sens de leurs responsabilités pour la réalisation du bien commun".

Ce bref parallèle ne convaincra sans doute pas ceux qui, consciemment ou inconsciemment apportent leur crédit à la C.F.D.T. Mais pour nous le problème n'est pas un problème de conscience ou d'inconscience. S'il est vrai que la politique des directions actuelles des organisations ouvrières qui n'ouvrent aucune perspective peut expliquer l'actuel échec que rencontrent des organisations telles que la C.F.D.T., ceux qui, même au nom de la classe ouvrière, ont pour rôle d'entraver sa marche vers son émancipation intégrale lui restent des corps étrangers.

LE COURANT ANARCHO-SYNDICALISTE A LA F.E.N.

Un peu partout, les militants de l'*Ecole Emancipée* désertent le combat syndical. Au mois de juin pour les élections des conseillers syndicaux de Loire-Atlantique, l'E.E. présente une feuille blanche sur laquelle les votants sont priés d'inscrire leurs doléances.

"Coincés, selon leur expression, *entre un paralytique et un bébé qui jase et qui remue de plus en plus*", les amis de l'EE sont en train d'achever de détruire ce qui, à la FEN, représentait le syndicalisme révolutionnaire. C'est pourquoi il nous semble utile d'entamer une discussion afin que s'ouvrent pour les militants lutte de classes des perspectives plus claires.

Avant 68, l'originalité de l'EE provient du fait qu'elle est réellement le rassemblement des syndicalistes révolutionnaires des divers courants du mouvement ouvrier, sa plate-forme leur dénominateur commun. Ces révolutionnaires se regroupent d'ailleurs, en gros, autour des trotskystes-lambertistes d'une part, des anarcho-syndicalistes d'autre part. La lutte est souvent sévère entre ces deux courants qui l'un et l'autre ont fortement marqué l'E.E. Bien organisés, les trotskystes ont souvent tenté d'imposer leur ligne politique, ce qui n'a pas été sans poser de nombreux problèmes.

Ainsi, en 1966 à Fayence, alors que les militants de l'OCI voulaient faire du groupe parisien le groupe responsable, bien que peu organisés les anarcho-syndicalistes et les autres militants non organisés politiquement ont su éviter la main-mise complète de l'OCI sur l'EE. La réaction de ces camarades évite que l'EE devienne "*un parti avec Direction élue sur la base d'une ligne politique avec majorité et minorité*". Par là-même, elle évite l'éclatement.

Les anarcho-syndicalistes (Mahé, Cohn) énoncent clairement pourquoi l'EE avec sa plate-forme des syndicalistes révolutionnaires de divers courants ne pouvait faire sien le mot d'ordre de *Front Unique Ouvrier*.

"parce que:

- le F.U.O. c'est bien le front unique des partis et des syndicats,*
- la tactique du Front unique englobe bien la création et le soutien du gouvernement de Front Unique,*
- la politique de Front unique correspond à l'orientation d'un courant ouvrier qui n'a jamais admis que le syndicat pouvait être indépendant de n'importe quel Etat, de n'importe quel gouvernement, de n'importe quel parti".*

Aujourd'hui, ces mises au point nous paraissent nécessaires.

Après 68, l'Ecole Emancipée est ouverte à tous les vents et s'y introduisent les anciens combattants de mai qui ne vont pas au SGEN (aujourd'hui être au SGEN et à l'EE ne semble plus incompatible). Les trotskystes vont de nouveau essayer d'imposer à cette masse hétéroclite qui découvre la vie syndicale leur ligne politique. Ce n'est pas chose aisée et diverses maladresses vont précipiter leur chute. Ils se croient assez forts pour faire basculer l'EE, croyant être suivis par leur ancienne cour. Mais celle-ci change de dieu et ceux-là même qui hier ne voyaient que par eux, n'ont pour eux que mépris et profonde rancune. Au-delà de l'anti-trotskyisme c'est l'anti-communisme, au sens large du terme, qui pointe. Le gauchisme n'a pas fini de faire des ravages.

En provoquant prématurément la cassure de l'Ecole Emancipée, et ce sur des bases inacceptables (nous avons vu pourquoi une tendance comme l'EE ne peut faire sien le mot d'ordre de Front Unique), les camarades de l'OCI ont commis une erreur monumentale aux conséquences catastrophiques.

A l'Ecole Emancipée, les choses vont vite en s'aggravant. Il devient impossible au sein d'un même groupe de défendre des mots d'ordre aussi incompatibles que "*Fin de l'école*" et "*Défense de l'école*", "*Enseignement Flic*" et "*Défense du statut des fonctionnaires*". Impossible aussi que cohabitent des militants qui, tout en dénonçant la politique des bureaucraties syndicales pensent que "*si le syndicat n'existait pas il faudrait le créer*" et les gauchistes qui font du syndicat un ennemi à combattre au même titre que la bourgeoisie et ses flics.

En Loire-Atlantique les anarcho-syndicalistes comprennent qu'ils n'ont plus rien à faire à l'EE parce qu'ils

n'ont plus rien de commun avec ces néo-révolutionnaires. Ils ne peuvent plus longtemps cautionner une tendance qui de fait vise à la destruction du syndicat.

Dans un texte *"Pour la reconstruction de l'E.E."* ils dénoncent la main-mise des gauchistes sur l'EE. Leur appel est, il faut le reconnaître peu entendu. Il est vrai que les gauchistes de l'EE se gargarisent alors de mots d'ordre de choix tels que: *"Répression sexuelle pivot du système d'éducation"*, *"Educateur = Educastreur"*, Les militant E.E. du Conseil de Nantes donnent eux "comme but fondamental la fin de toute éducation et font circuler un tract signé: *"Comité de liquidation de l'Education Nationale"*. Tout un programme comme on le voit.

Que se serait-il passé si au lieu de précipiter la cassure de l'Ecole Emancipée, les trotskystes avaient soulevé plus tard, quand les Anarcho-syndicalistes l'ont fait, le vrai problème de l'EE, celui du gauchisme? Les choses auraient sans doute changé et la cassure aurait pris une tout autre signification.

Les trotskystes de Rouge s'implantent dans l'E.E. *"Solidarité Ouvrière"* nous signale que, dans les Bouches du Rhône, des militants ont du dénoncer l'existence d'un sous-groupe EE dans le SNES-SUP, avec organisation financière autonome et une caisse noire destinée à financer une publication sous le sigle EE mais jamais soumise au Comité de lecture ...

A en croire ces camarades, ce n'est qu'un début, ce dont nous ne doutons pas ...

Il serait faux cependant d'attribuer les défaillances de l'EE à la seule présence de Rouge, et ce n'est pas cette présence que nous voulons dénoncer mais l'ensemble de la politique de l'E.E depuis 1968.

En intitulant leur texte *"Pour la reconstruction de l'Ecole Emancipée"*, les anarcho-syndicalistes montrent bien leur volonté et sans trop y croire espèrent une réaction saine des camarades qui referaient de l'EE une tendance syndicale à l'intérieur de la FEN et non pas un mini-parti à vocation anti-organisations ouvrières.

Tout naturellement, tandis que la politique de l'EE appelle un rapprochement avec le PSU, *Rénovation syndicale*, voire le SGEN, les préoccupations des anarcho-syndicalistes les amènent en juin 71 à faire une liste commune en Loire-Atlantique avec les militants du FUO car ils sont restés entre autres d'accord sur quatre points essentiels:

- défense des travailleurs par la pratique de la lutte des classes dans le respect des règles de la démocratie ouvrière,
- défense du syndicat en tant que moyen d'expression de la lutte de classes,
- défense de l'école laïque en tant que conquête ouvrière,
- défense de l'internationalisme tant dans les pays capitalistes que dans les pays de l'est.

Cette année encore, les militants du FUO et les anarcho-syndicalistes présentent une liste commune. Ils ne constituent pas une tendance mais sont conscients qu'au delà des divergences, (le mot d'ordre même de *Front Unique* et plus encore celui de "gouvernement ouvrier") ils correspondent à un courant du mouvement ouvrier pour qui la lutte des classes n'est pas un vain mot. Tout en dénonçant la politique des bureaucraties syndicales, ils se refusent de confondre ces bureaucraties et les organisations ouvrières.

D'autres militants sans doute sont proches de nous. Qu'ils nous le fassent savoir afin que nous ayons dans la FEN des actions communes.

Bernard BOLZER

REFORMISME OU REVOLUTION?

Il est nécessaire maintenant de cesser de vaines controverses entre militants qui se réclament logiquement de deux courants de pensée que l'on oppose beaucoup: les syndicalistes réformistes et les syndicalistes révolutionnaires.

Avant d'entrer dans le vif du sujet, par deux exemples scientifiques j'illustrerai mon argumentation.

En psychologie, de plus en plus nombreux sont ceux qui comprennent que l'on ne peut pas rendre compte du développement de l'intelligence chez l'homme iniquement par l'hérédité, ni uniquement par les facteurs socioculturels. En réalité, l'enfant a besoin d'un patrimoine héréditaire qui apporte les moyens physiques, sensoriels, nerveux, d'un milieu social et culturel qui mette en oeuvre et développe ces moyens. En biologie pour expliquer l'évolution des espèces, les naturalistes contemporains ont abandonné certes, la transmission des caractères acquis, pour adopter le mutationisme, mais ils reconnaissent aussi que ce sont les conditions de vie locales donc variables qui favorisent ou pénalisent certaines mutations: certaines mutations "favorables" se développent, d'autres périssent ou même disparaissent. L'homme est le résultat de nombreuses mutations mais l'augmentation régulière de la taille que l'on constate dans les pays industriels n'est pas le fait d'une mutation mais est liée aux conditions de vie et de milieu.

Ces deux constatations, ce ne sont pas les seuls exemples de la pluralité d'explication dans ces domaines, me conduisent à penser qu'il est stérile de vouloir opposer les Réformistes et les Révolutionnaires, mais qu'ils participent les uns et les autres à la lutte de classe. Ils ne devraient pas être adversaires mais reconnaître qu'ils participent à un même combat pour améliorer le sort économique, moral, humain de la classe ouvrière.

Mais soyons d'abord précis et ne confondons pas, réformiste et réformateur, d'une part et révolutionnaire et révolté d'autre part.

Grossièrement et en première approximation, disons que sont réformateurs ceux qui veulent gommer les effets les plus pernicieux du système capitaliste pour assurer sa pérennité. Les réformistes utilisent, cherchent à changer les structures du capitalisme sans le rejeter totalement. Les révolutionnaires veulent créer et exploiter toutes les situations qui conduiront au changement des fondements de la société. Les révoltés sont ceux qui s'insurgent contre la société actuelle et réagissent contre celle-ci par la provocation et la violence sans pouvoir, ni vouloir préciser leurs objectifs lointains ni leurs conceptions mêmes provisoires de l'organisation future.

En quoi peut-on prétendre que les syndicalistes révolutionnaires et les syndicalistes réformistes contribuent à leurs manières à l'amélioration de la classe ouvrière?

Au-delà des doctrines, des prises de position, des discours, considérons les résultats et les réalisations et les moyens mis en oeuvre au cours des luttes. Constatons en premier lieu, qu'il n'est pas évident, que les révolutions dont une partie des objectifs étaient sociaux, qui se sont déroulées dans le monde n'ont pas eu des résultats forcément heureux pour les travailleurs! Sur le plan des libertés, dites parfois bourgeoises, de réunion, de discussion, d'information, voire même sur le plan matériel. Remarquons aussi qu'en France par exemple, au crédit de qui? Révolutionnaire, Réformistes.

Peut-on porter les améliorations incontestables qui se sont produites, avec des hauts et des bas, entre 1884 et 1972. Certes, les réformistes font davantage confiance aux réformes obtenues par des discussions, les révolutionnaires espèrent obtenir davantage en durcissant leurs actions et leurs argumentations, mais de toute façon les uns et les autres conduisent la lutte de la classe ouvrière contre la classe dirigeante et le monde capitaliste.

Bien qu'il ne s'agisse ici que de syndicalisme, réformiste ou révolutionnaire, c'est un choix politique. Les premiers croient et espèrent obtenir une évolution satisfaisante de la société par des réformes progressives et successives... Les autres sans nier la possibilité d'évolution des réformes, croient que cette évolution ne sera réellement complètement possible que par des changements brusques et fondamentaux des orientations sociales économiques et politiques de la société. On retrouve ici les deux voies de l'évolution des espèces vivantes: évolution par l'adaptation, évolution par mutations.

Pour un militant syndicaliste conscient, l'action syndicale est une préparation des conditions favorables à ces évolutions.

Cette préparation n'est pas uniquement dans les grandes luttes, telles que grèves, discussion nationale, ni non plus dans les déclarations importantes (congrès, livre) mais aussi et peut-être surtout, dans le travail de chaque jour qui rend le syndicat présent partout, qui consolide l'organisation pour étendre son influence, et lui permettre d'agir dès que le besoin s'en fait sentir. Ce travail obscur et quotidien s'exerce même sur des questions d'apparences secondaires (nombre de douches dans une usine...) qui sont en fait celles sur lesquelles il faut revenir souvent, car nos adversaires sont toujours prêts à remettre en cause, voir à ignorer les difficiles conquêtes des syndicats qui améliorent les conditions de travail de salaire de la classe ouvrière.

Le problème, en France n'est pas tant souvent d'obtenir une nouvelle loi, que de voir sortir les décrets d'application et plus encore de voir tous ces textes appliqués et respectés partout et par toutes les entreprises.

Ce deuxième aspect du travail syndical est infiniment plus obscur, plus discret, mais il est l'indispensable complément de l'autre, le travail de conquête, qui sans ce travail obscur de mise en application des conquêtes reviendrait à donner des coups d'épées dans l'eau.

La lutte des classes, c'est actuellement plus difficile que jamais: les mots masquent trop les intentions réelles. Face aux Gouvernement et Sociétés capitalistes qui tentent d'instaurer des structures corporatistes et de remplacer les syndicats par des associations capital-travail, ces adversaires de la classe ouvrière sont aidés dans cette voie par des réformateurs et des démagogues qui font de la surenchère revendicative allant jusqu'à confondre Violence et Révolution.

Les syndicalistes réformistes et les syndicalistes révolutionnaires doivent s'accepter comme alliés pour garder toutes leurs forces pour mieux combattre leurs véritables adversaires.

Claude ROUYER

Correspondance:

Bernard BOLZER

Ecole publique - 12 rue des Réformes - NANTES

C.C.P.: n° 3780-61 NANTES
